CANADA 2068 : INCONNUS INCONNUS, AU CARRÉ ET AU CUBE

WILLIAM WATSON

William Watson est né et a grandi à Montréal. Il a suivi sa formation à l'Université McGill à Montréal et à Yale University à New Haven au Connecticut. Watson enseigne à McGill depuis 1977 et est maintenant directeur du Département d'économie. Il est surtout connu pour ses chroniques régulières dans le *National Post* et le *Ottawa Citizen*, et pour ses interventions à la radio et à la télévision. De 1998 à 2002, il a dirigé *Policy Options politiques*, la revue de l'Institut de recherche en politiques publiques de Montréal, où il est actuellement chercheur principal. Il est également chercheur à l'Institut C. D. Howe de Toronto. Pendant son congé sabbatique de l'Université McGill en 1997-1998, il a été rédacteur en chef du Ottawa Citizen pendant 21 mois. En 1989, il a reçu la médaille d'or du National Magazine Awards pour un article humoristique paru dans la revue *Saturday Night* au sujet d'un voyage à New York. Son livre *Globalization and the Meaning of Canadian Life*, publié en 1998 par les *Presses de l'Université de Toronto*, a été finaliste du Prix Donner du meilleur livre sur la politique publique canadienne.

En février 2002, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a fait l'objet de moqueries provenant de gens beaucoup moins intelligents que lui, lorsqu'il a affirmé que toutes les connaissances se retrouvaient dans trois catégories : les choses que nous connaissons (ou du moins que nous croyons connaitre), les choses que nous ignorons (les inconnus connus) et les choses inconnues dont on ne connait pas l'existence (les inconnus inconnus). En réalité, cette affirmation témoigne d'une sagesse et d'une humilité dont la pénurie se ferait tragiquement sentir dans son ministère lors de l'invasion de l'Irak un an plus tard.

Que savons-nous du monde qui existera en 2068 ? Nous avons une bonne idée du nombre de personnes âgées de plus de 50 ans qui seront toujours en vie, à moins d'une catastrophe nucléaire, environnementale, biologique ou autre. Nous connaissons au moins le nombre maximal de ces personnes, puisqu'elles sont toutes nées maintenant ou le seront très bientôt. Savons-nous autre chose ? 50 ans ne représentent guère plus de la moitié d'une vie typique de quelqu'un né en Occident, mais c'est une longue période lorsqu'il est question de faire des prédictions. Dans un demi-siècle, les inconnus inconnus sont dominants et limitent par

le fait même nos capacités de prédiction ou même de spéculation, à moins qu'on ne s'y adonne que pour se divertir.

Considérons les Canadiens de 1867. Ils n'étaient de 3,5 millions, soit un dixième de notre population actuelle. Leur espérance de vie à la naissance était de 41,6 ans, ce qui signifie que les Canadiens nés le jour de la Confédération ne pouvaient raisonnablement s'attendre à être encore présents lors du 50e anniversaire de leur pays en 1917. Bien que respectables au niveau international, leurs maigres revenus ne représentaient pas plus de 1 500 $ du pouvoir d'achat en dollars américains de 1990. (En 2010, le revenu moyen au Canada était de 24 941 $ dans cette même devise, soit 17 fois plus élevé.) En 1867, l'éducation formelle moyenne des Canadiens était d'une durée de 5,7 ans. L'année précédente, en 1866, 257 d'entre eux avaient reçu leurs diplômes universitaires (comparé à plus de deux millions d'inscrits à l'université en 2015-16). Seulement 107 225 Canadiens, les Montréalais, vivaient dans une ville de plus de 100 000 habitants. Près de 90 % vivaient dans des fermes ou dans des villes de moins de 5 000 habitants. La majorité étaient des agriculteurs ou des travailleurs agricoles vivant selon les rythmes et les diktats de la température et des précipitations. Ils craignaient d'être envahis par des Fenians basés aux États-Unis ou même par les États-Unis eux-mêmes, qui venaient de survivre à une guerre civile sanglante pour laquelle l'Empire britannique aurait préféré une victoire rebelle ou du moins une impasse. Pour les pères — tous des pères — de la nouvelle Confédération, le trajet de Québec à Charlottetown trois ans plus tôt avait pris trois jours et demi par bateau à vapeur. Un voyage à la colonie de la Colombie-Britannique sur la côte du Pacifique, une nouvelle addition potentielle à la nouvelle Confédération, prenait des semaines ou des mois. Au 1er juillet 1867, le premier câble transatlantique joignant l'Irlande et *Heart's Content* à Terre-Neuve n'avait pas encore 11 mois.

Les Canadiens de 1867 auraient-ils pu imaginer que 50 ans plus tard, ils représenteraient une force de neuf provinces et huit millions de personnes ? Que leur revenu par habitant serait 2,6 fois plus élevé qu'il ne l'avait été 50 ans plus tôt ? Et que 500 000 d'entre eux seraient en Europe à se battre aux côtés des Américains dans une guerre encore plus terrible que la guerre civile américaine ? Auraient-ils pu prévoir que certains soldats dans cette guerre bombarderaient l'ennemi à partir de machines volantes pouvant être guidées vers leurs cibles ? Que les commandants militaires à plusieurs kilomètres de distance se parleraient entre eux à l'aide de câbles de cuivre, alors que d'autres soldats pourraient combattre l'ennemi à l'aide de véhicules sans chevaux alimentés par une version « raffinée » de boue noire pompée du sol ? À l'occasion du 100e anniversaire de l'impôt sur le revenu du Canada, lequel aurait pu sembler inimaginable en 1867, j'ai lu les débats parlementaires sur le projet de loi qui visait à introduire un impôt de guerre sur le revenu (jusqu'en 1949). Le Canada était encore très britannique en 1917. Les députés faisaient fréquemment référence aux événements, aux personnalités, aux lois, aux institutions et même à la poésie du Royaume-Uni, sachant très bien que les autres hommes qui écoutaient — seulement des hommes en 1917 — comprendraient le contexte et les références. Un autre débat récurrent portait sur la façon de financer la construction du deuxième chemin de fer transcontinental du pays, qui était lourdement endetté mais qui pouvait déplacer les Canadiens d'un bout à l'autre du pays en quelques jours seulement,

tout comme le Canadien Pacifique qui l'avait précédé.

À leur tour, les Canadiens de 1917 auraient-ils pu imaginer qu'en 1967, leurs enfants et leurs petits-enfants auraient vécu, 22 ans plus tôt, une autre guerre mondiale d'une horreur et d'une ampleur encore plus grandes que celle qu'ils vivaient ? Ou que cette seconde guerre se terminerait par le largage de superbombes dont la puissance équivalait à plusieurs jours de bombardements dans les pires batailles de la Grande guerre ? Le Canada de 1967 était un pays de 20 millions d'habitants, soit deux fois et demie ce qu'il avait été en 1917. Le PIB par habitant était maintenant de 12 050 $, soit 3,1 fois son niveau de 50 ans plus tôt. Les appareils volants permettaient maintenant aux Canadiens de voyager d'un bout à l'autre du pays en quelques heures seulement, puisque ceux-ci vivaient maintenant principalement dans les villes, chacune desservie par au moins un « aéroport ». Six jours avant le centenaire, par un miracle de l'« ère spatiale », près de 700 millions de personnes ont regardé *Our World*, une collaboration télévisée internationale de deux heures et demie avec Marshall McLuhan, Maria Callas, Pablo Picasso et un quatuor musical britannique portant l'étrange nom de « Beatles », qui a présenté leur chanson intitulée *All you need is love*. Beaucoup de téléspectateurs savaient que dans 24 mois, ils allaient voir un astronaute américain marcher sur la Lune et revenir sur la Terre.

Quant aux Canadiens de 1967, auraient-ils pu imaginer le monde dans lequel nous vivons maintenant, 50 ans plus tard ? En 1967, j'ai écrit mes travaux de fin d'études secondaires sur la machine à écrire portable Smith-Corona de mon père, une machine à écrire mécanique qui utilisait un ruban imprégné de carbone pour imprimer les lettres noires ou rouges sur le papier. En revanche, j'écris ce « travail » sur un « ordinateur portable », l'un des cinq ordinateurs que je possède, sans compter celui qui se trouve dans ma poche et avec lequel je suis la météo en temps réel, retrace mon trajet sur les pentes de ski et discute ou échange des « messages texte » avec des personnes partout dans le monde. (En 1967, si vous voyiez quelqu'un se promenant dans la rue en train de se parler, il fallait l'ignorer. Maintenant, c'est une occurrence normale : il n'est pas fou, il est juste au téléphone.) Jusqu'aux années 1940, un « ordinateur » était une personne qui faisait des calculs mathématiques pour gagner sa vie. L'économiste Milton Friedman a occupé ces fonctions pour le gouvernement américain pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'en 1967 la plupart des gens aient entendu parler des ordinateurs électroniques, seuls les gouvernements, les entreprises et les institutions les possédaient. Ma propre expérience avec les ordinateurs a commencé deux ans plus tard à l'université. J'interagissais avec les machines en utilisant une sorte de machine à écrire pour percer des trous dans des cartes, chacune représentant une « ligne » de « code », puis j'emportais mes cartes au centre informatique où les machines de la taille d'une pièce étaient stockées. Je les remettais au préposé, qui me les rendait le lendemain, avec une impression de tout ce que l'ordinateur avait calculé à ma demande, une fois que j'avais finalement formulé la demande sous une forme qu'elle comprenait. Comme la plupart des gens à l'époque, je croyais que les ordinateurs s'amélioreraient — ils s'étaient nettement améliorés au cours des 20 dernières années — mais je n'avais aucune idée à quel point.

Les Canadiens de 1867 auraient-ils pu imaginer la Somme, l'impôt fédéral sur le revenu et un voyage

de quatre jours en Colombie-Britannique ? Ceux de 1917 auraient-ils pu imaginer la télévision, le transport par avion et les fusées sur la Lune ? Les Canadiens de 1967 auraient-ils pu imaginer l'omniprésence des puissants ordinateurs et de la communication ? Oui, en principe, ils auraient pu. L'ont-ils imaginé ? Non, non et non. Peut-être qu'un excentrique solitaire, ici ou là, a prédit quelque chose qui n'était pas totalement différent de ce qui allait finalement arriver. Mais il n'y avait aucun moyen de distinguer les prédictions inspirées des fantaisies lunatiques et il aurait été folie de fonder toute politique publique importante — ou quoi que ce soit, vraiment — sur une telle confabulation. Je ne vois donc pas grand-chose qui pourrait m'inquiéter sur le Canada de 2068, attendu qu'il survive.

D'un autre côté, je soupçonne — en fait, je crois que je sais — que mes enfants et les leurs seront préoccupés par trois questions qui préoccupent le pays depuis ses débuts. La première est la relation avec les États-Unis. Cette relation a eu beaucoup à voir avec la fondation du Canada, était encore bien importante en 1917, seulement six ans après les élections de réciprocité de 1911, est demeurée cruciale en 1967, deux ans après le Pacte de l'automobile, et continue d'être primordiale aujourd'hui, alors qu'un président mercantiliste tente de renverser la stratégie commerciale poursuivie par les États-Unis depuis le milieu des années 1930.

Les relations entre les francophones et les anglophones au Canada font également partie de notre histoire depuis la Confédération et même avant. Si la proportion de francophones au Canada continue de diminuer, elle pourrait devenir moins centrale mais, tant que les francophones seront concentrés dans une province, la menace de sécession et la nécessité de gérer ces relations se poursuivront.

Enfin, la question de gagner sa vie a préoccupé notre espèce, sans parler de notre nation, depuis la création de chacune. Dans *Economic Possibilities for our Grandchildren*, publié en 1930, John Maynard Keynes a prédit, avec une certaine impertinence que, malgré la dépression débilitante de cette époque, ces petits-enfants seraient si riches que les besoins matériels ne les concerneraient plus. Cela ne semble pas s'être produit, même dans un pays où les revenus réels, du mieux qu'ils peuvent comparés à travers les époques, approchent 20 fois ce qu'ils étaient en 1867. Je suis raisonnablement certain que les questions matérielles concerneront toujours nos propres petits-enfants, et je n'y crois pas seulement parce que je suis économiste.

Hormis ces trois questions persistantes, ce qu'on voit à perte de vue, ce sont des inconnus inconnus.